

L'euro menacé par la peur de la contagion

Athènes en grève contre les mesures d'austérité : des manifestants ont déployé des banderoles au pied de l'Acropole.

NIKOLAS GIAKOUIMIDIS/AP



Angela Merkel défend le sauvetage de la Grèce, l'Espagne dément avoir appelé le FMI à l'aide

Histoire d'une rumeur : pourquoi les Bourses européennes ont dévié

Les scénarios pour les semaines à venir

Pages 16-17

Page trois

Times Square et ses mystères

Itinéraire de Faisal Shahzad, Américain d'origine pakistanaise et suspect numéro un dans la tentative d'attentat de New York

Deux ans pour gommer une déception voyante

Nicolas Sarkozy Trois plus deux : l'addition n'est pas simple pour le chef de l'Etat, élu en 2007. Popularité en berne, horizon national obscur dans un brouillard européen périlleux : dure fin de quinquennat. Page 13

Elections législatives très disputées au Royaume-Uni

Le travailliste Gordon Brown va-t-il se succéder à lui-même au terme des élections du 6 mai ? Sera-t-il contraint de céder le 10 Downing Street au conservateur David Cameron ou au libéral-démocrate Nick Clegg ? Pages 12, 18, 20-21

L'union monétaire est condamnée à la réforme

Après la Grèce, l'Espagne ? Après l'Espagne... Le risque est là, grandissant : un dangereux jeu de dominos pourrait s'installer dans la zone euro. Il minerait progressivement l'union monétaire et donnerait raison à tous ceux qui doutent de la survie de la monnaie unique - du moins telle qu'elle fonctionne aujourd'hui.

La journée du mardi 4 mai en a fourni un bel, et triste, exemple. Les marchés n'ont pas été convaincus par le plan de sauvetage tout juste arrêté par les Européens et le Fonds monétaire international (FMI) : 110 milliards d'euros de prêts à la disposition d'Athènes. Pareille somme aurait dû conduire à une détente sur les taux auxquels la Grèce emprunte pour financer ses déficits.

Il n'en a rien été. Un peu partout, les marchés ont manifesté

leur défiance à l'égard de la monnaie unique. L'euro a accru ses pertes face au dollar ; dans l'union monétaire, les bourses ont chuté plus qu'ailleurs. Pourquoi ? Pour deux raisons : l'ampleur de la dette souveraine dans les pays de la zone ; l'absence de mécanisme adéquat pour lui faire face.

Editorial

Mardi, les marchés pointaient le « danger » espagnol. Mais la moyenne de l'endettement public dans la zone euro est de près de 80% du PIB. Au moment où ils sortent à peine de la récession, nombre de pays de l'union doivent emprunter à des taux de plus en plus prohibitifs - qui vont les maintenir en récession... C'est le prix d'une sortie de crise

économique sans précédent, dira-t-on. Pas seulement. C'est aussi le prix à payer pour une zone monétaire marchant sur une jambe, ce qui la fragilise d'autant plus qu'elle doit gérer des situations asymétriques (quoi de commun entre l'économie de la Grèce et celle de l'Allemagne ?).

Christine Lagarde, la ministre de l'économie, le disait lundi dans nos colonnes : il faut très vite se doter de moyens d'agir en cas de « dérive de la dette, des déficits ou de la compétitivité » chez tel ou tel membre de la zone. « Il n'est pas possible de continuer sans une meilleure coordination des politiques économiques », prévient Dominique Strauss-Kahn, le patron du FMI.

Dans toute zone monétaire, il y a une banque centrale et un ministère chargé des grands équi-

libres budgétaires. Dans la zone euro, nous n'avons que la banque, la BCE. En guise de ministère, nous avons un « pacte de stabilité » que personne n'a respecté. La convergence des politiques macroéconomiques générales - budgétaire et fiscale - devait suivre, naturellement, comme par miracle. Elle n'a pas suivi. Et la première grande crise conjoncturelle a mis au jour l'absence de convergence au sein de la zone. Et ses risques d'éclatement.

La zone euro a besoin de réformes de structure : un mécanisme de coordination budgétaire ; des ressources fiscales propres ; un titre d'emprunt singulier ; une procédure de sauvetage pour ses membres en difficulté. C'est ce que signe-là, politique, que les marchés attendent. Un début d'intégration « fédérale » - le vilain mot ! - pour éviter la désintégration. ■

Contre-enquête Améliorer la sécurité des plates-formes ?

Les forages pétroliers offshore sont-ils absolument indispensables ? Procédures, contrôles : faut-il en faire plus ?

Sûreté d'abord ! Cette forte consigne, souvent peinte sur les parois des plates-formes pétrolières, n'a pas suffi à éviter le désastre écologique : après le naufrage de Deepwater Horizon dans le golfe du Mexique, la Louisiane, le Mississippi, l'Alabama et la Floride continuent de trembler. Peur, indignation. Mais comment tenir compte à la fois des énormes enjeux économiques et des impératifs de sécurité indispensables et coûteux ? Pages 6-7

Le regard de Plantu

La doyenne de l'humanité est française



ENTREPRISES ARTISANS COMMERÇANTS
39 95 (0,15 €/min)

Votre meilleur réflexe pour recruter



NOTRE MISSION : VOUS SIMPLIFIER LE TRAVAIL

pôle emploi

Les gens

Eugénie Blanchard, 114 ans, doyenne de l'humanité



Eugénie Blanchard, née en 1896, est devenue la doyenne de l'humanité, mardi 4 mai, après le décès de la Japonaise Kama Chinen.

Claudio Scajola, ministre italien du développement, démissionne

Le ministre italien du développement économique, Claudio Scajola, 62 ans, cité dans une affaire de corruption, a démissionné, mardi 4 mai.

Pamela Fink, licenciée pour son profil génétique

Pamela Fink, 39 ans, ex-directrice des relations publiques du fournisseur de gaz et d'électricité MXenergy, dans le Connecticut, a déposé ce qui serait la première plainte pour discrimination génétique aux Etats-Unis.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication : Eric Fottorino
Vice-président, directeur général : David Guiraud

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde (SA). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Le Monde
80, bd Auguste-Blanchard, 75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00

Les faits

International

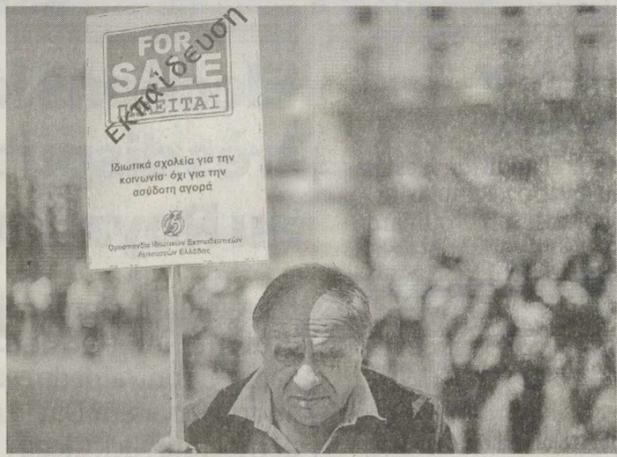
Des élections législatives très ouvertes en Grande-Bretagne

Les élections législatives qui se tiennent, jeudi 6 mai, s'annoncent comme les plus ouvertes depuis des décennies. Au pays du bipartisme, trois candidats au poste de premier ministre et trois formations politiques s'affrontent.

Le suspect de Times Square fournit des informations à la police

Les enquêteurs américains continuaient, mercredi 5 mai, d'interroger Faisal Shahzad, le suspect arrêté après la tentative d'attentat manqué de Times Square à New York.

Grève générale en Grèce contre les mesures d'austérité



Le mouvement contre les nouvelles mesures d'austérité en Grèce devait prendre de l'ampleur, mercredi 5 mai, dans les rues d'Athènes avec l'arrivée dans le cortège des salariés du privé.

Les « chemises rouges » acceptent le plan du premier ministre thaïlandais

Les manifestants antigouvernementaux thaïlandais ont accepté, mardi 4 mai, le plan de sortie de crise du premier ministre Abhisit Vejjajiva qui prévoit des élections en novembre.

L'histoire Laurence Girard

Une bonne couche de bénéfiques pour Pampers

Une famille de canards trotinant dans un pré. Une poule couvant au-dessus d'une porte. Bienvenue dans le centre technique de Pampers à Schwalbach, près de Francfort, en Allemagne, où mères et bébés jouent le rôle de consommateurs-tests.

Le géant américain Procter & Gamble, propriétaire de Pampers, a choisi, mardi 4 mai, d'ouvrir les portes de ce centre où 200 salariés travaillent pour la marque.

accepté son projet. Les manifestants ont confirmé qu'ils souhaitent une issue non violente à la crise qui a déjà fait 27 morts et près de 1 000 blessés.

France

69 % des Français jugent « plutôt négatif » le bilan de Nicolas Sarkozy

Le président de la République, qui fête, jeudi 6 mai, ses trois ans d'exercice du pouvoir, est l'objet d'un jugement très dur des Français sur son bilan.

Les députés UMP reviennent sur une disposition limitant le développement de l'éolien

La disposition contestée de l'UMP visant à imposer un seuil minimum de 15 mégawatts pour les nouvelles implantations de fermes éoliennes, dans le cadre du Grenelle de l'environnement 2, actuellement débattu à l'Assemblée nationale, sera formellement supprimée, jeudi 6 mai.

Sur Lemonde.fr : un portfolio sonore sur des manifestants dénonçant l'abandon des promesses du Grenelle 2

Economie

Après la Grèce, l'Espagne fait plonger les Bourses européennes

Deux jours seulement après l'approbation du plan de sauvetage de la Grèce par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, censé rassurer les marchés, les Bourses européennes ont vécu un mardi noir.

La direction d'Airbus négocie avec les syndicats pour sortir du conflit

La direction d'Airbus France et les syndicats du groupe d'aéronautique ont, repris, mardi 4 mai, les négociations pour tenter d'éviter la reprise de la grève qui affecte, pour une semaine, les sites de Toulouse, Nantes et Saint-Nazaire.

Les chiffres

Société

115 milliards d'euros

Le coût de la délinquance en France

Le crime et la délinquance ont « coûté » 115 milliards d'euros de juillet 2008 à juin 2009, soit 5,6 % du PIB de la France, autant que l'éducation nationale ou le système hospitalier.

Réfugiés

73 % des demandes d'asile dans l'UE rejetées

Selon des données publiées, mardi 4 mai, par l'Office européen des statistiques, Eurostat, 73 % des 229 500 demandeurs d'asile dans les pays de l'Union européenne ont été déboutés en 2009.

Santé

543 000 boîtes d'Alli vendues en huit mois

Le premier médicament amaigrissant en vente libre, la pilule Alli, commercialisée en France depuis le 6 mai 2009, est devenu, en huit mois, le numéro six de l'automédication en France et en Europe.

9 000 tonnes de sucre économisées par an en France

Selon une évaluation de l'Observatoire de la qualité de l'alimentation (Oqali), présentée mardi 4 mai, les efforts de l'industrie agroalimentaire pour proposer des produits moins sucrés devraient permettre de réduire de 9 000 tonnes par an la consommation de sucre des Français.

**En hausse
Adidas**

Le numéro deux mondial des articles de sport a augmenté ses prévisions commerciales dans la perspective de la Coupe du monde de football. Adidas vise une croissance de 5%.

**En baisse
Nissan**

Le constructeur japonais a rappelé, aux Etats-Unis, 134 215 véhicules de sa marque de luxe Infiniti G35 pour des problèmes d'airbag, a annoncé l'agence américaine de sécurité routière.

8,7 millions. C'est le nombre d'abonnés français à l'Internet haut débit qui avaient la possibilité de recevoir la télévision par ce nouveau canal de diffusion à la fin de l'année 2009, selon l'Arcep, le gendarme français du marché des télécommunications.

La crise de la zone euro

La contagion de la crise à l'Espagne met l'euro en danger

La chancelière allemande Angela Merkel appelle à changer le Pacte de stabilité

Tout est parti de deux rumeurs: le gouvernement espagnol envisagerait de taper à la porte du Fonds monétaire international (FMI) pour réclamer une aide de 280 milliards d'euros; la note de la dette de l'Espagne pourrait être abaissée par les agences Moody's et Fitch.

Malgré les démentis, les Bourses européennes ont plongé mardi 4 mai: -5,41% à Madrid, -6,68% à Athènes et -3,64% pour le CAC 40 à Paris. La baisse se poursuivait mercredi matin, les investisseurs s'inquiétant d'une possible contagion de la crise grecque aux «maillons faibles» de la zone euro. La monnaie unique, de son côté, chutait sous le seuil symbolique de 1,30 dollar, jusqu'à 1,2976 dollar, tandis que les taux d'intérêt de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal repartaient à la hausse.

« Ces rumeurs concernant l'Espagne sont imbéciles », s'agace René Defosse, analyste sur le marché de la dette chez Natixis. A court terme, le pays n'a, selon lui, aucune raison d'être aux abois en termes de liquidités. Pour autant, « on a le droit d'être inquiet », reconnaît-il. Son modèle de croissance, fondé sur l'immobilier et les banques, est

Les marchés d'actions et la monnaie unique sont attaqués

« mort »; le pays est condamné pour plusieurs années à avoir une croissance zéro.

Aussi, à la moindre étincelle, les marchés imaginent le pire: le risque d'un défaut. Avec, à la clé, un nécessaire plan de sauvetage du pays, quatrième économie de la zone euro, autrement plus coûteux que celui de la Grèce.

Or, le mécanisme de soutien promis à Athènes n'a, lui, ni convaincu ni rassuré. Malgré l'accord obtenu dimanche 2 mai, dans

l'urgence, les tensions restent vives sur les marchés. En outre, il reste à démontrer la faisabilité des mesures d'austérités annoncées par Athènes, qui conditionnent, en partie, le déblocage des fonds.

Pas le droit à l'erreur

La Grèce a promis de ramener son déficit public aujourd'hui autour de 14% du produit intérieur brut (PIB) à moins de 3% d'ici à 2014. Inatteignable, estime l'économiste Patrick Artus, responsable de

la recherche chez Natixis. S'ils appliquent ces mesures de rigueur, « les Grecs vont tuer leur croissance », assure-t-il. La récession pourrait dépasser largement les 4% prévus et compromettre la réduction des déficits. Or le pays n'a pas droit à l'erreur. « S'il y avait des manquements [au programme d'austérité], les versements seraient stoppés et le défaut de paiement menacerait à nouveau Athènes », a prévenu le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble.

La solidarité européenne semble se fissurer. Les réticences connues de Berlin envers la Grèce sont relayées par d'autres pays de la zone euro. Ainsi, la Slovaquie a fait savoir qu'elle ne se précipiterait pas pour débours les 800 millions d'euros de prêts dus à Athènes. Bratislava ne pourra « octroyer aucun prêt avant de les voir faire leur devoir », a signalé Robert Fico, le premier ministre.

En voyant les protestations à l'encontre du plan de rigueur se multiplier dans les rues d'Athènes,

le ministre des finances autrichien, Josef Pröll a averti: « Notre patience, à moi et au reste de l'Europe, est quasiment à bout. »

Les incertitudes concernant le sauvetage de la Grèce et le risque de contagion nourrissent les hypothèses les plus pessimistes. Des économistes n'hésitent plus à brandir le spectre d'un éclatement de l'Union monétaire. Si l'Europe « ne règle pas ses problèmes institutionnels fondamentaux, l'avenir de l'euro

La Société générale exposée à hauteur de 3 milliards

La Société générale a annoncé mercredi 5 mai être exposée à hauteur de 3 milliards d'euros à la dette d'Etat grecque, y compris via sa filiale détenue à 54% Geniki. Ce montant est bien supérieur à ce que les autres banques françaises ont annoncé à ce jour. Le Crédit agricole a évoqué 850 millions d'euros tandis que la BNP a affirmé que son exposition était « négligeable ».

sera peut-être très bref », s'inquiète le Prix Nobel d'Economie Joseph Stiglitz. « L'euro en soi est-il en danger? En un mot, oui », écrit sur son blog l'économiste Paul Krugman, qui n'exclut plus des défauts en série au sein de l'eurozone.

Mercredi matin, la chancelière allemande, Angela Merkel, a appelé les députés du Bundestag à approuver l'aide à la Grèce, « Il en va de l'avenir de l'Europe et de l'avenir de l'Allemagne en Europe », a-t-elle déclaré. Toute l'Europe regarde en direction de l'Allemagne. « Elle a ajouté qu'une leçon de la crise financière grecque était la nécessité de changer le Pacte de stabilité. « Il doit être réformé de telle sorte qu'il ne puisse plus être violé. »

A Bruxelles, on a conscience du danger lié à la nervosité du marché. Les dirigeants européens s'inquiètent depuis des semaines des risques de contagion de la crise grecque mais cherchent à apaiser les craintes. « La pression s'est déplacée, mais la cible ne présente pas les mêmes caractéristiques que la Grèce », dit-on à Bruxelles.

Ni l'Espagne ni le Portugal ne sont soupçonnés d'avoir maquillé leurs comptes pendant des années. Les deux pays disposent en outre d'un endettement bien inférieur à celui de la Grèce (115% du PIB) : respectivement moins de 60% et près de 80% du PIB. Le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, a, lui, rejeté mardi l'idée que son pays puisse être à son tour contraint de faire appel à l'aide internationale. « J'ai entendu parler de cette rumeur, et je ne lui accorde aucun crédit », a-t-il affirmé.

Claire Gatinois et Marie de Vergès avec Philippe Ricard (à Bruxelles)

« Les Grecs sont comme des petits enfants qui se retrouvent privés de jouet »

Une journée de grève générale était organisée mercredi 5 mai

Reportage

Athènes
Envoyée spéciale

On manifeste et on proteste... tout en prenant sa caléculette. Devant les mesures d'austérité qui s'annoncent, Georgios Nikolakopoulos, 50 ans, professeur de mathématiques dans le secondaire, fait ses comptes. Ce grand gaillard en blouson de cuir s'est déjà résolu, tout en restant fidèle aux rituels syndicaux, à économiser sur sa consommation de bière et de cigarettes.

Hausse de la TVA oblige (à 23% bientôt), l'épicier de son quartier va faire grimper le prix de la bière de 1,05 euro actuellement à 1,20 euro - « et je ne vous parle pas des 5 euros qu'on paye dans les cafés d'Athènes... ». Dans le même temps, son revenu d'enseignant est promis à l'amputation: ses 18 800 euros annuels vont maigrir d'un coup de 2 500 euros. Adieu le petit commerce et le marché en plein air du samedi matin! Georgios Nikolakopoulos ira acheter bière et légumes dans les magasins discount.

Dépenser moins ou travailler plus? Tel est le dilemme des Grecs. Certains optent pour le serrage de ceinture: l'un prévoit de ne plus partir en vacances à l'étranger, l'autre d'acheter moins de livres ou

de limiter ses sorties cinéma. Mais beaucoup essayent de trouver le travail - au noir, éventuellement - qui leur permettra de mettre un peu de beurre dans les épinards.

Les cours privés à domicile, non déclarés, rapportent à un enseignant du secondaire entre 20 à 60 euros de l'heure - beaucoup plus que ce que gagne l'enseignant d'une école privée officielle (autour de 10 euros de l'heure). Or, il n'est pas un élève en Grèce qui puisse se passer de cours privés, s'il veut réussir son cursus secondaire et le concours d'entrée dans le supérieur.

« Pas d'alternative »

Au département communication, média et culture de l'université Panteion (Athènes), une enquête vient d'être lancée par les chercheurs pour étudier ce « double jeu » scolaire pour les jeunes de la « génération Y » (nés à partir de 1995). Les vertus ostentatoires du plan d'austérité - qui vise, en priorité, les employés du secteur public - risquent fort de masquer, chez les enseignants comme ailleurs, une course échevelée aux jobs informels.

Impopulaires, les fonctionnaires sont une cible facile: les travailleurs du secteur privé, souvent moins protégés, ne sont pas forcément choqués de voir ces armées

de « ronds de cuir » mis sur le grill. Ne dit-on pas qu'au Parlement - où siègent 300 députés - les employés seraient 1 500? Et qu'ils ont bénéficié, jusqu'à alors, d'un quinzième et d'un seizième mois?

Curieusement, seuls les salaires des fonctionnaires sont censés diminuer. La réduction du nombre, pléthorique, des agents de la fonction publique, n'est pas (encore) officiellement au menu. Certains analystes pensent que cela pourrait venir à l'automne.

« Les Grecs ne savent plus en quoi croire. Ils devinent qu'il n'y a pas d'alternative au plan gouvernemental. Ils sont comme des petits enfants qui se retrouvent privés de jouet », commente Thomas Gerakias, patron de l'institut de sondage Marc SA.

La manifestation du 1^{er} mai, qui a rassemblé près de 15 000 personnes dans les rues d'Athènes, devait être dépassée, en ampleur, par celle du 5 mai, jour de grève générale. Avec ou sans dérapages. Mardi, plusieurs défilés ou happenings ont eu lieu - le plus spectaculaire ayant eu pour théâtre l'entrée de l'Acropole, où environ deux cents manifestants communistes ont réussi, tôt le matin, à déployer une banderole, appelant les « peuples d'Europe » à se « soulever » aux côtés de la Grèce.

Catherine Simon

Déclarez de solidarité d'ISF

Avec la Fondation pour le lien social, gagnez en solidarité

Parce que notre société a plus que jamais besoin d'humanité, la Croix-Rouge française a créé la Fondation pour le lien social, sous l'égide de l'Institut de France. Sa vocation: **recréer du lien social** en soutenant des **projets solidaires innovants** en faveur des personnes en situation d'isolement ou de précarité. Ces projets bénéficient d'un financement et d'une période d'expérimentation avant d'être développés à l'échelon national. En faisant un don à la Fondation, vous offrez ainsi une aide décisive à des personnes en rupture de lien social et contribuez à faire émerger de nouveaux dispositifs d'entraide pour bâtir un monde plus humain.

et réduisez votre ISF

La Fondation pour le lien social est éligible aux avantages fiscaux prévus par la loi TEPA. En la soutenant, vous pouvez déduire de votre ISF (Impôt de Solidarité sur la Fortune) 75% du montant de votre don dans la limite de 50 000 € par an, ce qui équivaut à un don de 66 667 €.

Pour plus d'informations, contactez Pauline Soumoy au 01 44 43 14 55 ou par mail: fondation@croix-rouge.fr <http://fondation.croix-rouge.fr>